



VILLE DE
CHOISY-LE-ROI

Place Gabriel péri
94600 Choisy-le-Roi
www.choisyleroi.fr
☎ 01.48.92.44.44

Procès-verbal de la séance du Conseil municipal du Mercredi 21 septembre 2022

Le vingt-et-un septembre deux mille vingt-deux à dix-neuf heures trente, le Conseil municipal de la commune de Choisy-le-Roi, légalement convoqué à domicile par écrit le mardi 13 septembre 2022, s'est réuni Salle du Conseil municipal – Hôtel de ville, sous la présidence de Monsieur Tonino PANETTA, Maire.

Étaient présents :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric (jusqu'à 20h20), FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, M. CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, HABI Hacène, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, DESROCHES Damien, JUHEL Françoise, DESPRES Catherine, LUC Nadine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie.

Étaient représentés :

M DRUART Frédéric (à partir de 20H20)
M. MARQUES Henrique
Mme COHEN Rachel
Mme DIMNET Jocelyne
Mme LORES Monique
Mme BEZACE Mathilde
Mme OZCAN Canon
Mme MARTIN Mélisande
Mme FOURNIER Laura

mandat à Mme SASU Hancès
mandat à M. PANETTA Tonino
mandat à Mme FRANCISOT Amandine
mandat à Mme OSTERMEYER Sushma
mandat à Mme BRULANT Marina
mandat à M. FONDENEIGE Matthias
mandat à LAJILI Yamina
mandat à Mme LANTERNIER Lucie
mandat à Mme GAULIER Danièle

Étaient absents :

Secrétaire de séance : Hancès SASU

Sommaire

→ Désignation du secrétaire de séance	4
→ Appel.....	4
→ Approbation du compte rendu de la séance du 22 juin 2022	4
→ Accueil d'un nouveau conseiller municipal, Monsieur Thierry Balias.....	4
→ Déclarations introductives	4
→ Présentation des délibérations présentes sur table	8
RESSOURCES HUMAINES	8
→ 1. Modification du tableau des effectifs.....	8
FINANCES/COMMANDE PUBLIQUE	9
→ 2. Décision modificative n°1 budget commune	9
→ 3. Admission non-valeur des créances irrécouvrables.....	9
DGST	10
→ 4. Adhésion au SIGEIF de la communauté d'agglomération Val Parisis	10
→ 5. Adhésion au SIGEIF de la communauté de communes de la vallée de l'Oise et des trois forêts.....	11
URBANISME	12
→ 6. Approbation de la modification des statuts du SAF.....	12
COMMERCE	13
→ 7. Fixation du tarif pour la participation des exposants au Marché de Noël 2022.....	13
DLC.....	14
→ 8. Répartition de la subvention municipale aux associations locales et groupements locaux pour l'année 2022 (troisième affectation)	14
TRANSITION ÉCOLOGIQUE	17
→ 9. Don d'arbres à la population	17
ADMINISTRATION GÉNÉRALE.....	22
→ 10. Approbation de l'adhésion au SIFUREP de la commune de Fleury-Mérogis aux compétences du SIFUREP « services extérieurs des pompes funèbres » et « Crématoriums et sites cinéraires »	22
→ 11. Approbation de l'adhésion au SIFUREP de la commune de Sèvres aux compétences du SIFUREP « services extérieurs des pompes funèbres » et « Crématoriums et sites cinéraires »	22
→ 12. Approbation d'un mandat spécial à Monsieur le Maire et Monsieur Damien Desroches, conseiller délégué au jumelage	23
→ 13. Modalités de mise à disposition des véhicules de service	24

→ 14. Compte-rendu des décisions L-2122-22 du Code général des Collectivités territoriales	29
--	----

La séance est ouverte à 19 h 41 sous la présidence de M. Tonino Panetta, Maire de Choisy-le-Roi.

M. le Maire : Chers collègues, bonsoir. Vous avez été convoqués, comme d'habitude, dans les formes légales en séance du Conseil municipal.

→ Désignation du secrétaire de séance

M. le Maire : Conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales, nous avons à désigner un secrétaire de séance, donc je vous propose Madame Hancès Sasu qui a manifesté d'être volontaire avant le Conseil par écrit et mail.

(Mme Hancès Sasu est désignée à l'unanimité secrétaire de séance.)

M. le Maire : Je vais passer la parole à Monsieur Baranger, notre directeur général des services, pour procéder à l'appel.

→ Appel

(M. Denis Baranger procède à l'appel.)

→ Approbation du compte rendu de la séance du 22 juin 2022

M. le Maire : Très bien. Comme de coutume, vous avez reçu les procès-verbaux des séances du 22 juin 2022 avec votre convocation. Y a-t-il des observations sur ces procès-verbaux ? Je n'en vois pas.

→ Accueil d'un nouveau conseiller municipal, Monsieur Thierry Balias

M. le Maire : Nous avons, à la suite de la démission de Monsieur Didier Guillaume, à procéder à l'installation de Monsieur Thierry Balias, conseiller municipal. Apparemment, il est installé. Vous êtes installé, bienvenue parmi nous. J'espère que nous aurons des débats constructifs et que tout se passe dans la cordialité, ce dont je ne doute pas d'après les souvenirs anciens que j'ai de vous.

M. Balias : Merci, en tout cas, de m'accueillir au sein de cette instance. Effectivement, Monsieur le Maire, comme beaucoup de Choisyens avaient posé la question de savoir pourquoi j'ai intégré le Conseil municipal, comme je l'ai dit à certains, si l'on avait été élu, j'aurais fait le job. Donc, effectivement, étant dans l'opposition, il faut aussi faire le job, donc je suis présent avec vous pour être un élément participatif au sein de ce Conseil sans démagogie, dans des séances pour opposer nos idées avec des valeurs qui sont les miennes, mais aussi évidemment les valeurs de gauche. Merci à vous, chers collègues.

M. le Maire : Très bien, merci, Monsieur « Balias ».

→ Déclarations introductives

M. le Maire : Nous avons deux conseillers municipaux qui vont s'exprimer, qui ont des annonces à faire au Conseil, aux Choisyennes et aux Choisyens. Ce sera dans la continuité de l'arrivée de Monsieur « Balias » ... C'est Balias, excusez-moi. Qu'est-ce qui est écrit ? Nous avons une excellente administration, c'est moi qui n'y étais pas. Je vais donner la parole à Madame Juhel.

Mme Juhel : Monsieur le Maire, merci. Je vous ai effectivement écrit aujourd'hui pour vous dire que je souhaitais démissionner de mon mandat d'élue pour une simple raison, c'est que comme vous le savez tous, je suis la doyenne de cette assemblée, il y a un âge où il faut laisser la place aux plus jeunes. Donc à mi-mandat, je pense que c'est le bon moment pour laisser la place à une plus jeune élue qui saura s'engager avec tout son investissement. Je vous demanderai juste, peut-être, à m'autoriser, ainsi que Nadine Luc, à participer au prochain CA du théâtre pour que la place ne soit pas vacante, et me permettre de dire au revoir dans des formes conviviales à l'équipe du théâtre à laquelle, comme vous le savez, je suis très attachée. Cela ne veut pas dire que l'on cesse d'être militant, je continuerai, évidemment, à tenir mes engagements politiques et à accompagner les nouveaux élus dans leur charge, à être présente à leurs côtés et à rester investie pour cette ville, les écoles, le théâtre, la culture. C'est une ville extrêmement riche. Je vous dis aussi au revoir à tous, parce que c'est mon dernier Conseil municipal, même si je vous retrouverai évidemment dans des manifestations culturelles.

M. le Maire : Bien sûr. Très bien. Merci, Madame Juhel. Bien sûr, je dirai un petit mot, mais je voudrais donner la parole à Madame Luc, je crois, qui va aller d'une déclaration dans le même sens, mais je lui donne la parole, bien sûr.

Mme Luc : Je vous ai informé, Monsieur le Maire, de ma décision de ne plus siéger au Conseil municipal. Il ne s'agit aucunement d'un renoncement. Cela fait 21 ans que je suis élue, c'est en 2001 que j'ai répondu favorablement à la demande de Daniel Davisse qui avait succédé à mon père au poste de maire. Pendant toutes ces années, j'ai travaillé avec passion à mettre en pratique les valeurs de gauche, pour moi les seules compatibles avec l'intérêt et les besoins des Choisyens. Il ne s'agit pas d'un renoncement, bien au contraire, il s'agit d'un acte fort, d'un acte réfléchi et collectif.

À quasiment mi-mandat, après deux ans et demi de gestion d'une alliance droite/écologie, force est de constater le délitement de la majorité municipale qui est traversée par des querelles intestines, démissions d'adjoints, etc. Force est de constater aussi le malaise grandissant entre les jeunes et la police qui alimente les pages du Parisien : la sécurité, le marché, la propreté, quelles avancées ?

Dans une situation nationale très compliquée de crise financière qui est annoncée, les budgets à venir vont être soumis à des tensions extraordinaires, mais extraordinaires au sens propre. Plus que jamais, les choix vont avoir un impact sur la qualité de la vie quotidienne des Choisyens. Compte tenu de ce contexte, il est temps de donner une nouvelle impulsion pour construire une alternative à une majorité hétéroclite pour que la gauche, qui est sortie largement majoritaire des derniers scrutins électoraux, transforme l'essai aux prochaines élections municipales.

C'est ainsi qu'en conscience et avec fierté, je souhaite permettre l'arrivée de nouveaux conseillers municipaux qui seront porteurs de mes valeurs, de nos valeurs, Françoise. Je sais qu'ils travailleront à concrétiser notre vision de l'avenir en combattant les actuelles orientations municipales. Pour ma part, en tant que citoyenne, je continuerai évidemment à être engagée, comme par le passé, aux côtés de mes compagnons de route communistes, aux côtés des Choisyens, tant cela étant constitutif de ma constitution personnelle.

Je souhaite sincèrement remercier l'ensemble du personnel municipal avec lequel j'ai travaillé durant toutes ces années, une coopération de tous les instants dans des conditions parfois difficiles et enrichissantes pour satisfaire les besoins des Choisyens.

J'en ai terminé, Monsieur le Maire. Si vous le permettez, je souhaiterais finir par demander officiellement que soit honorée la mémoire de Daniel Davisse qui est mort il y a maintenant

deux ans et demi en donnant son nom à une artère ou un édifice municipal, comme c'est la tradition, la coutume, pour tous les maires qui se sont succédé dans notre ville. Je vous remercie et vous souhaite pour l'avenir un excellent travail.

M. le Maire : Bien. Écoutez, Madame Luc, je pensais à un au revoir plus sobre comme le veut une certaine coutume, ce qui ne m'empêchera pas de vous remercier pour votre engagement pour notre ville, malgré, comme vous l'avez rappelé, de différences notables sur la façon de gérer une ville. Puisque vous dénoncez certains faits, je me vois contraint de répondre tout à l'heure à certaines allégations fausses que vous faites. Mais puisque ce soir, nous avons l'honneur d'avoir beaucoup de déclarations, à moins que je me trompe, je crois que d'autres personnes avaient des annonces à faire ? Madame Benkahla, je vous donne la parole.

Mme Benkahla : Monsieur le Maire, Mesdames, Messieurs les élus. Moi, je ne quitte pas le Conseil municipal, simplement, je quitte Choisy en commun, donc je reste dans l'opposition avec les valeurs qui sont les miennes. C'est une décision qui fait suite aussi au départ de Monsieur Didier Guillaume, donc une page se tourne. Merci, Monsieur le Maire.

M. le Maire : Très bien. Merci, Madame Benkahla. Je crois qu'il y a une autre prise de parole. Monsieur Hutin, vous avez la parole.

M. Hutin : Merci, Monsieur le Maire. Chers collègues, Choisyennes, Choisyens. Monsieur le Maire, comme vous le disiez lors du précédent Conseil municipal, la politique n'est pas un long fleuve tranquille, et je vous rejoins. Les dernières élections législatives furent éprouvantes pour moi, et pour d'autres aussi, et vous n'êtes pas sans savoir que depuis peu, j'ai démissionné de mon parti qu'est le parti socialiste. Je crois qu'il est primordial de pouvoir dire non lorsque nos valeurs et celles que nous défendons et pour lesquelles nous nous sommes engagés en politique ne sont pas incarnées par le parti que nous avons intégré. C'est ce qui m'a poussé à partir ainsi que la volonté de délivrer un message : devenir Nupes ne doit pas être une obligation.

Par ailleurs, il est aujourd'hui plus important que jamais de faire de la politique autrement, l'opposition pour l'opposition, mener une politique de posture et d'intérêt. Nous nous éloignons toujours un peu plus des personnes qui nous ont fait confiance. Incarner des valeurs concrètes et réelles qui servent l'intérêt de nos concitoyens, faire preuve d'adaptation et d'écoute pour engager la communication avec les autres partis, voilà les postures qui conviennent à mon esprit républicain.

Compte tenu de cela, j'ai pris la décision qui s'imposait, je vous annonce, Monsieur le Maire, mes chers collègues, que je quitte également le groupe d'opposition. En tant que conseiller municipal attaché à ma ville, je me tiens donc à la disposition de cette majorité plurielle pour porter des projets en faveur d'une vie résiliente et apaisée tout en conservant ma liberté de parole, de pensée et d'action. Au-delà de ne plus être un opposant, mon souhait aujourd'hui, c'est d'être un proposant. Je vous remercie de votre attention.

M. le Maire : Merci, Monsieur Hutin, pour votre déclaration. Je ne souhaiterais pas politiser, mais Madame Luc, c'est ce que vous avez fait, et je le regrette, parce que je voulais plutôt rendre hommage à votre action, à vous et Madame Juhel, durant toutes ces années au service de notre ville.

Comme je l'ai toujours dit, j'ai toujours un respect profond pour la personne qui s'engage pour une ville, une cause, ou autre, ce que vous avez fait même si nous n'étions pas d'accord sur certaines décisions que vous avez prises, comme vous pouvez ne pas être d'accord sur certaines décisions que nous prenons. Mais pour l'ensemble, et comme vous

l'avez vous-même manifesté depuis maintenant deux ans et demi dans ce Conseil, lorsque j'étais dans l'opposition, j'ai voté à 80 % des décisions de votre majorité, et vous avez voté à 80 % des décisions de notre majorité ; ce qui veut dire que tout n'est pas complètement noir, quelle que soit la majorité. Avant tout, une municipalité travaille pour l'intérêt de ses habitants. Il est du devoir de chaque élu de reconnaître lorsqu'une action touche l'intérêt général. Pour ma part, je ne suis pas sectaire, j'ai mes valeurs, notamment celle du travail dont je suis très heureux que votre leader, Monsieur Roussel, vienne de rappeler que lui-même est très attaché à la valeur du travail, ce qui est une valeur qui a toujours été défendue par le parti communiste. Je me réjouis qu'on dise que maintenant que c'est une valeur de droite. Pour moi, c'est une valeur tout court d'émancipation, de liberté qui date depuis bien longtemps, que nous-mêmes soyons élus ou même peut-être nés. Je persiste à rester dans l'ouverture, dans l'acceptation des idées d'où qu'elles viennent, pourvu qu'elles profitent aux Choisyennes et aux Choisyens. Je vous renouvelle mes remerciements pour votre attachement à notre ville que nous aimons tous, pour vos actions passées dont certaines ont été bonnes et que j'ai approuvées.

Pour rebondir quand même sur l'attaque que vous nous faites de notre majorité hétéroclite ou mécontente d'élus, excusez-moi, les trois derniers conseillers municipaux, nous n'assistons qu'à des défections de votre groupe dans la continuité de ce qu'il s'est passé sur votre précédent mandat qui a fini en lambeaux, où tout le monde faisait des clans. Je ne veux pas polémiquer, mais je suis quand même obligé de le révéler, et cela peut se comprendre, vous l'avez dit, les temps sont difficiles. Les budgets sont difficiles, nous sortons de deux années de Covid où je ferai remarquer qu'aucun service n'a manqué aux Choisyennes et aux Choisyens, que malgré cette période difficile, nous n'avons pas augmenté les impôts, comme nous l'avons promis. S'ajoute à cela maintenant cette crise avec la guerre de l'Ukraine, et nous allons effectivement, comme toutes les collectivités de France, revoir notre budget complètement chamboulé par l'augmentation des fluides, ce qui ne nous obligera pas, parce que nous ne le ferons pas, à augmenter les impôts des Choisyens, comme déjà des communes vont s'y résoudre, comme l'État s'y résout, puisqu'il est en train de revoir les valeurs locatives des habitants, des citoyens français. C'est une façon indirecte d'augmenter les impôts, puisque certains, malheureusement, et la communauté n'y est pour rien, vont voir leur taxe foncière flamber. Et nous, maires, nous allons nous insurger contre cela, parce que par rapport à des calculs que nous avons faits, certains risquent d'avoir des augmentations jusqu'à 200 %, notamment des petits commerces, ce qui est complètement insoutenable.

Sur nos actions, vous avez votre avis. Il n'empêche que la ville est plus propre, que toutes les échauffourées que vous nous dites, qui existent et qui peuvent arriver, sont bien moindres que dans d'autres villes. Je ne vois pas les pages du Parisien, et toute cette semaine, j'ai bien regardé, il n'y a pas d'article. Je ne vois pas de grève dans cette commune, comme c'était le cas pratiquement tous les trois mois sous vos mandats. La paix sociale est dans notre commune, je m'en félicite, grâce au dialogue que nous avons avec des agents, le respect et le dialogue social que j'ai rétabli. Je vais m'arrêter là, il est de bonne guerre que vous ayez un avis contraire. De nouveau, je vous souhaite bonne route pour vos occupations futures, beaucoup de bonheur.

J'ai eu un petit geste, que j'espère vous allez accepter, de la part de la communauté. Je ne sais pas où l'on a mis cela ? Ah, quand même, je croyais que j'allais devoir ramper sous la table.

Rires

Applaudissements

→ Présentation des délibérations présentes sur table

M. le Maire : Bien, nous allons revenir à notre quotidien. Donc vous avez sur table une délibération n°8 modifiée concernant la troisième affectation de la subvention municipale.

Vous deviez avoir aussi une information sur un nouveau règlement qui, jusqu'à présent, lorsque nous votions des décisions, nous rapportions sur le site Internet ou autre le nombre de voix pour, le nombre de voix contre. Le législateur a voulu que maintenant soit associé en face du nom de l'élu son vote. Lorsque nous allons rapporter les votes des conseils municipaux, il y aura nommément la personne et son vote.

RESSOURCES HUMAINES

→ 1. Modification du tableau des effectifs

M. le Maire : Donc l'ordre du jour. Le point n°1 : modification du tableau des effectifs, je donne la parole à Monsieur Vasco Coelho.

M. Coelho : Merci, Monsieur le Maire. Bonsoir. Bonsoir, chers collègues, Direction générale, Choisyennes, Choisyens. Nous avons l'habitude de délibérer avec la modification du tableau des effectifs. Pour contribuer au bon fonctionnement des différents services de la ville, il convient de procéder aux transformations indiquées dans la délibération pour une mise en adéquation des postes existants et des postes à pourvoir en tenant compte du mouvement de personnel et des recrutements réalisés, et en permettant l'accès à des agents contractuels. Chers collègues, je vous demande de délibérer à ce sujet. Voilà, Monsieur le Maire.

M. le Maire : Merci. Y a-t-il des interventions ? Non. Y a-t-il des voix contre ? Abstentions ? Très bien, c'est purement technique. C'est voté à l'unanimité. Donc là, ce sera facile de mettre juste le nom des présents avec un vote pour en face, parce que c'est quand même un petit boulot où il peut y avoir des erreurs qui peuvent se glisser lorsqu'il y aura des votes contradictoires.

Vote de la délibération n°1

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, M. CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, HABI Hacène, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, DESROCHES Damien, JUHEL Françoise, DESPRES Catherine, LUC Nadine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie, M. MARQUES Henrique, Mme COHEN Rachel, Mme DIMNET Jocelyne, Mme LORES Monique, Mme BEZACE Mathilde, Mme OZCAN Canon, Mme MARTIN Mélisande, Mme FOURNIER Laura

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°1 est adoptée à l'unanimité

FINANCES/COMMANDE PUBLIQUE

→ 2. Décision modificative n°1 budget commune

M. le Maire : Le point n°2, je vous rassure, il n'y a que 14 points ce soir. En principe, ce ne sont pas des points qui doivent donner des débats extraordinaires, donc peut-être que nous aurons la chance de rentrer un petit peu plus tôt, ce qui va éviter d'effrayer Monsieur Balias qui arrive, parce que je vous le dis tout de suite, il y a aussi des séances jusqu'à 2h du matin.

Rires

M. le Maire : Le point n°2 : décision modificative n°1 de notre budget. Je donne la parole à Madame Francisot.

Mme Francisot : Bonsoir à tous. Merci, Monsieur le Maire. Ce sera très rapide, cette DM a pour but d'ajuster les crédits de paiement 2022 du programme éclairage public basse tension. Donc simplement, on fait des transferts de lignes à lignes pour assurer le règlement de la facture.

M. le Maire : Y a-t-il des observations ? Je n'en vois pas. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté, merci.

Vote de la délibération n°2

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, M. CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, HABI Hacène, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, DESROCHES Damien, JUHEL Françoise, DESPRES Catherine, LUC Nadine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie, M. MARQUES Henrique, Mme COHEN Rachel, Mme DIMNET Jocelyne, Mme LORES Monique, Mme BEZACE Mathilde, Mme OZCAN Canon, Mme MARTIN Mélisande, Mme FOURNIER Laura

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°2 est adoptée à l'unanimité

→ 3. Admission non-valeur des créances irrécouvrables

M. le Maire : Le point n°3, la parole est toujours à Madame Francisot. Malheureusement, admission en non-valeur des créances irrécouvrables.

Mme Francisot : Tout à fait, comme chaque année ou parfois plusieurs fois dans l'année, le comptable nous demande d'admettre en non-valeur des sommes qu'il ne peut pas recouvrer,

c'est ce que nous faisons là, je ne retrouve pas la délibération, désolée... Il y en a pour 7000 et quelques... Merci. Il y en a pour 9474, 86 euros cette fois-ci.

M. le Maire : Bien. Des observations ? Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté.

Vote de la délibération n°3

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, M. CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, HABI Hacène, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, DESROCHES Damien, JUHEL Françoise, DESPRES Catherine, LUC Nadine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie, M. MARQUES Henrique, Mme COHEN Rachel, Mme DIMNET Jocelyne, Mme LORES Monique, Mme BEZACE Mathilde, Mme OZCAN Canon, Mme MARTIN Mélisande, Mme FOURNIER Laura

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°3 est adoptée à l'unanimité

DGST

→ 4. Adhésion au SIGEIF de la communauté d'agglomération Val Parisis

M. le Maire : Le point n°4, l'adhésion du SIGEIF de la communauté d'agglomération Val Parisis. Je donne la parole à Monsieur Chirrane.

M. Chirrane : Merci, Monsieur le Maire. Chers collègues, chers Choisyens. On va encore une fois se prononcer sur l'adhésion d'une collectivité au SIGEIF... Je dis bien « Sigèf » ... C'est purement formel qu'une collectivité adhère au SIGEIF. L'ensemble des membres ont à se prononcer sur cette adhésion. On a un délai de trois mois pour le faire, la demande d'adhésion date du 27 juin, jusque donc le 27 septembre. C'est purement formel, nous avons juste à nous prononcer favorablement, c'est ce que je vous propose. Merci.

M. le Maire : Des interventions ? Donc en principe, il y a une solidarité entre les communes. Bien sûr, on ne s'ingère pas dans les affaires d'une commune, mais on donne notre acceptation. C'est un principe républicain. D'ailleurs, le point n°5 est de même nature.

Vote de la délibération n°4

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, M. CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, HABI Hacène, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI

Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, DESROCHES Damien, JUHEL Françoise, DESPRES Catherine, LUC Nadine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie, M. MARQUES Henrique, Mme COHEN Rachel, Mme DIMNET Jocelyne, Mme LORES Monique, Mme BEZACE Mathilde, Mme OZCAN Canon, Mme MARTIN Mélisande, Mme FOURNIER Laura

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°4 est adoptée à l'unanimité

→ 5. Adhésion au SIGEIF de la communauté de communes de la vallée de l'Oise et des trois forêts

M. le Maire : Adhésion au SIGEIF de la communauté de communes de la vallée de l'Oise et des trois forêts. Cela doit être sympa, trois forêts. Donc, Monsieur Chirrane, vous avez visité les 3 forêts ?

M. Chirrane : Non, pas encore, mais c'est en projet.

Rires

M. Chirrane : Il s'agit là aussi d'une demande d'adhésion toujours au SIGEIF, et toujours sur la compétence IRVE, infrastructure pour recharge du véhicule électrique. Nous sommes également en bon chemin pour l'importation de bornes de recharge électrique, mais avant la fin d'année, nous aurons une première borne installée sur le territoire. C'est une demande d'adhésion qui, là aussi, est tout à fait classique, c'est une délibération sur laquelle je vous demande de vous prononcer également favorablement.

M. le Maire : Merci, Monsieur Chirrane. Y a-t-il des observations ? Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté, merci à vous.

Vote de la délibération n°5

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, M. CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, HABI Hacène, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, DESROCHES Damien, JUHEL Françoise, DESPRES Catherine, LUC Nadine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie, M. MARQUES Henrique, Mme COHEN Rachel, Mme DIMNET Jocelyne, Mme LORES Monique, Mme BEZACE Mathilde, Mme OZCAN Canon, Mme MARTIN Mélisande, Mme FOURNIER Laura

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°5 est adoptée à l'unanimité

URBANISME

→ 6. Approbation de la modification des statuts du SAF

M. le Maire : Nous arrivons au point n°6 : approbation de la modification des statuts du SAF. Je donne la parole à Monsieur Id Elouali.

M. Id Elouali : Merci, Monsieur le Maire, chers collègues. Très rapidement, il s'agit tout simplement de revenir d'une clarification de la part de la préfète au sujet de statuts que le SAF, c'est-à-dire le syndicat mixte d'actions foncières du département du Val-de-Marne, qui avait modifié ses statuts en juillet 2021. Il avait inscrit une action qui ne lui revenait pas, et la préfète les a rappelés à l'ordre. Donc de nouveau, le SAF a saisi la ville pour demander tout simplement l'approbation de la ville, pour que le SAF revienne, je dirais, à la copie originale et à la raison sociale première de ses missions.

Pour être plus clair et pour être plus explicite, même si la note le dit, le SAF 94 s'est octroyé, si je peux dire, la possibilité de financer, de créer ou de mettre en place un fonds de financement pour les logements sociaux. Or, cela ne lui revenait pas, ce n'est pas inscrit dans ses compétences premières, et c'est le rappel que la préfète a fait auprès de cet organisme, et l'organisme revient vers ses villes membres, dont la ville de Choisy-le-Roi, pour approuver un retour aux statuts initiaux.

M. le Maire : Dont acte. Y a-t-il des observations ? Madame Luc.

Mme Luc : On ne peut pas aller à l'encontre de la décision du contrôle de légalité. Je le regrette, parce que cela permettait au SAF d'aider les maires dans leur volonté de traiter l'urgence sociale.

M. le Maire : Madame Luc, je suis administrateur au SAF, et malgré le changement de la majorité au sein de celle-ci, que vous avez décriée tout à l'heure, vous voyez que nous avons opté pour une aide sociale, et malheureusement, c'est retoqué par le préfet, à n'y rien comprendre. C'est ainsi, et comme vous le dites, nous ne pouvons que nous plier au contrôle de légalité exercé par la préfète, même si je le regrette.

Donc, d'autres observations ? Nous allons procéder au vote. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? Abstention, très bien. Le reste, pour. Un vote, malheureusement... Voilà.

Vote de la délibération n°6

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, M. CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, HABI Hacène, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, DESROCHES Damien, JUHEL Françoise, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie, M. MARQUES Henrique, Mme COHEN Rachel, Mme DIMNET Jocelyne, Mme LORES Monique, Mme BEZACE Mathilde, Mme OZCAN Canon, Mme MARTIN Mélisande, Mme FOURNIER Laura

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : LUC Nadine

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°6 est adoptée à l'unanimité

COMMERCE

→ 7. Fixation du tarif pour la participation des exposants au Marché de Noël 2022

M. le Maire : Maintenant, nous arrivons au point n°7 : fixation du tarif pour la participation des exposants au Marché de Noël 2022, et je donne la parole à Monsieur Karim Garrout. C'est Sabrina ? Non, je suis désolé, le Marché de Noël, c'est toi, Karim. C'est de l'événementiel. C'est la note. On annonce juste les tarifs, sur la note, il y a les tarifs. C'est très simple, ce sont des tarifs de 80 euros pour les non Choisyens, et de 60 euros pour les Choisyens pour les deux jours, ce qui est cadeau. Pardon, Karim ? C'est trois jours maintenant ? C'est trois jours, excusez-moi. C'est juste pour avoir vos acceptations sur ces tarifs.

Y a-t-il des observations, des questions ? Non, je n'en vois pas. Si, Monsieur Hacène Habi.

M. Habi : Mes chers collègues, on a donc ici une recette, mais bien évidemment, j'aurais aimé peut-être la dépense à mettre en face pour l'organisation du Marché de Noël. Je vous remercie.

M. le Maire : Monsieur Habi, ce n'est pas la question posée au Conseil. Une organisation de ce type ne peut qu'être déficitaire, comme une Fête de la ville, comme tout ce qui est organisé dans l'intérêt des Choisyennes et des Choisyens, qui a été plébiscité l'année dernière. La question qui est posée, c'est votre approbation sur les tarifs demandés pour la location de chalets. Lors du compte administratif, toutes les dépenses de la ville sont détaillées, vous pouvez avoir ceux de l'année dernière qui sont détaillés dans le compte administratif, et vous aurez ceux de 2022 qui participeront, dans le compte administratif, dans la situation qui a été décrite tout à l'heure par Madame Luc, dont je remercie de relever les difficultés auxquelles sont confrontées les collectivités, ce que malheureusement, je partage. Je tire la sonnette d'alarme auprès du gouvernement pour qu'il fasse un geste envers les collectivités qu'il oublie, qu'il pressurise pour payer la dette de l'État, parce que c'est ce qu'il se passe. Ce sont les collectivités qui payent la dette de l'État, et c'est insupportable.

Donc pour l'instant, nous allons bien sûr minimiser les dépenses, ce que nous avons obtenu avec les chalets. À ce jour, nous n'avons pas une vue à 100 %, parce que c'est le début de l'organisation des dépenses, mais il est évident que comme tout ce que nous allons faire, nous allons les minimiser. La question aurait pu se poser, comme certaines villes se la posent, d'organiser ce Marché de Noël ou pas, de l'éclairer ou pas. C'est une question qu'on va se poser. C'est une question qu'on pourra aussi se poser sur les illuminations de fin d'année pour les fêtes de fin d'année, donc nous en débattons entre nous.

Ce qu'il faut savoir, c'est qu'aujourd'hui, nous avons remplacé les illuminations à 80 % par des illuminations à LED qui consomment très peu. Par rapport aux problèmes effectivement qui vont se poser à nous, comme dans tous les pays, je dirais même de la planète en ce moment, avec les efforts qui sont demandés aux Français, aux Françaises, et donc aux Choisyennes et aux Choisyens, avec la morosité qui s'abat sur les populations à chaque lecture de journal d'information et d'annonces du gouvernement, d'ailleurs, je me pose la question s'il faut en plus les priver d'égayer pour quelques jours leur quotidien. Pour ma part, je suis favorable à maintenir ces manifestations en raccourcissant l'éclairage, le nombre

de jours, on verra, mais ce n'est pas un calcul qui va être fait sur la consommation de ces illuminations à LED qui vont vraiment influencer sur l'augmentation des fluides qui risque d'être dramatique pour chaque commune. Il y a des sujets bien plus lourds qu'il va falloir que nous affrontions, mais c'est une question qui se pose. Nous nous la posons entre maires, il y a une majorité qui se dégage quand même pour maintenir ces manifestations afin de ne pas alourdir le climat, de rester positif, d'avoir confiance en l'avenir, ce que j'ai malgré tout, et de nous aider à nous battre contre l'adversité qui s'abat sur nous.

Pour en revenir sur cette délibération, y a-t-il d'autres interventions sur ce point ? Nous pouvons passer au vote. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté, je vous en remercie.

Vote de la délibération n°7

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, M. CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, HABI Hacène, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, DESROCHES Damien, JUHEL Françoise, DESPRES Catherine, LUC Nadine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie, M. MARQUES Henrique, Mme COHEN Rachel, Mme DIMNET Jocelyne, Mme LORES Monique, Mme BEZACE Mathilde, Mme OZCAN Canon, Mme MARTIN Mélisande, Mme FOURNIER Laura

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°7 est adoptée à l'unanimité

DLC

→ 8. Répartition de la subvention municipale aux associations locales et groupements locaux pour l'année 2022 (troisième affectation)

M. le Maire : Le point n°8, la fameuse répartition de la subvention municipale aux associations locales et groupements locaux pour l'année 2022, c'est la troisième affectation. Monsieur Fondeneige, vous avez la parole.

M. Fondeneige : Merci, Monsieur le Maire. Bonsoir, chers collègues. La troisième délibération concernant donc la répartition des subventions associatives, ce sera la troisième et dernière pour cette année. Un petit mot pour vous parler d'une association qui est dans ce volet, qui est les Restos du Cœur. Ils ont traversé un très grand moment de doute au niveau de leur bureau de l'antenne locale de Choisy-le-Roi, qui est d'ailleurs hébergée par la ville, avec une crise du bénévolat. Le responsable départemental a eu quelques inquiétudes quant à la capacité d'ouvrir le centre de Choisy pour la campagne d'hiver. À la fin du mois d'août, j'ai eu la bonne nouvelle qui m'a été donnée de sa part, ils ont réussi à remonter une équipe, donc la campagne des Restos du Cœur sera assurée sur la ville. Dans ce cadre, il nous avait demandé de les accompagner, ainsi que d'autres collectivités, nous ne serons pas les seuls, dans le renouvellement du camion frigorifique qui arrive en fin de vie et qui, du

fait de l'adhésion des territoires, nous nous entourons à la ZFE, ne pouvait plus franchir la ZFE à partir du 1er janvier. Il devait être mis en conformité. Donc c'était juste un petit mot. Pour le reste, vous avez les montants, rien que de très habituel par rapport à tout cela, et vous l'avez devant vous sur table. Je vous remercie.

M. le Maire : Merci, Mathias. Y a-t-il des questions, des observations ? Madame Desprès.

Mme Desprès : En ce qui me concerne, je ne pourrais pas voter, parce que je suis présidente du Grain de sel, donc il y a un conflit d'intérêts.

M. le Maire : D'accord, merci, Madame Desprès. Il y a Monsieur Hutin, Monsieur Balias et Monsieur Essone Menge. Monsieur Hutin ?

M. Hutin : Merci, Monsieur le Maire. Pour les mêmes raisons que Madame Desprès, je suis trésorier du Grain de sel, donc pour des conflits d'intérêts, il est évident que je ne prendrai pas part au vote.

M. le Maire : Bien sûr, ce qui est compréhensible. Merci à vous. Monsieur Balias.

M. Balias : J'ai juste une question, est-ce que l'enveloppe a été la même que l'année dernière ? Peut-être que c'est une question de novice, mais comme c'est la dernière de l'année, est-ce que globalement, vous avez maintenu l'enveloppe de subventions pour les associations ou est-ce qu'elle a diminué ? C'est un secteur qui m'est cher, donc je souhaitais savoir quel était le montant alloué l'année dernière.

M. le Maire : Alors, d'après les réseaux sociaux, elle aurait baissé de moins 40 %.

M. Balias : Comme je ne suis pas sur les réseaux sociaux...

M. le Maire : C'est pour vous faire plaisir à la suite de votre première intervention, Monsieur Balias, mais la vérité est toute autre. Je crois même qu'on l'a augmenté, je donne la parole à Monsieur Fondeneige.

M. Balias : Juste une précision sur ma question, comme je ne suis pas sur les réseaux sociaux, elle n'avait pas de lien avec les réseaux sociaux en tout état de cause. De toute manière, les chiffres sont les chiffres.

M. le Maire : Tout à fait. Comme je vous le dis, tout figure dans le compte administratif et tout vous est donné. Même avant qu'il sorte, on peut vous donner ce type de chiffre. Nous les avons précisément. Je voudrais vous dire, je ne suis absolument pas sur les réseaux sociaux que j'exècre, mais on aime bien me rapporter certaines choses.

M. Balias : D'accord. Merci, en tout cas, de votre réponse. Je ne manquerai pas de regarder le compte administratif.

M. le Maire : Voilà. Monsieur Fondeneige.

M. Fondeneige : Merci, Monsieur le Maire. Pour répondre à votre question, l'enveloppe globale qui a été votée au budget 2022 concernant les subventions directes de l'aide associative était exactement le même montant, je n'ai pas le chiffre exact, je vous le communiquerai derrière. En termes de dépenses cette année, nous aurons probablement moins dépensé que l'année dernière, puisque nous avons, dans cette enveloppe de subventions directes, un montant de 6 000 euros, qui est un montant qui est dévolu à la demande de financement de cars pour des activités, et qu'à ce jour, nous n'avons reçu

aucune demande de subvention de cars de la part d'aucune association. Nous n'avons donc pas attribué cet argent, puisqu'il ne nous a pas été demandé.

M. le Maire : Mais il est toujours disponible jusqu'au 31 décembre. Ce n'est pas une raison pour arriver avec des demandes farfelues d'anniversaires de copains qui se déplacent, mais bon, pour les associations, il est toujours temps de l'utiliser...

Rires

M. le Maire : Bien. D'autres interventions là-dessus ? C'est vrai, je vous ai oublié, excusez-moi, Monsieur Essone Menge.

M. Essone Menge : Merci, Monsieur le Maire. J'aurais simplement voulu savoir s'il était possible de nous adresser un tableau comparatif des subventions qui ont été également versées en 2021. Merci.

M. le Maire : Je réponds à la place de Monsieur Fondeneige, il n'y a aucun souci. Je pense que cela devrait faire partie de nos cordes, Monsieur Fondeneige.

M. Fondeneige : Assurément, Monsieur le Maire. Nous pourrions vous transmettre, ainsi qu'à tous les élus qui le demanderont, les trois délibérations votées par le Conseil municipal l'année dernière.

M. le Maire : D'autres interventions ? Non. Pour le vote, y a-t-il des votes contre, à part, bien sûr, ceux qui se sont expliqués, trésorier ou administrateur, ce qui est tout à fait compréhensible ? Des votes contre, je n'en vois pas. Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Merci à vous, merci pour eux.

Vote de la délibération n°8

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, M. CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, HABI Hacène, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, DESROCHES Damien, JUHEL Françoise, LUC Nadine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, LEMOINE Nathalie, M. MARQUES Henrique, Mme COHEN Rachel, Mme DIMNET Jocelyne, Mme LORES Monique, Mme BEZACE Mathilde, Mme OZCAN Canon, Mme MARTIN Mélisande, Mme FOURNIER Laura

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : DESPRES Catherine, HUTIN Sébastien

La délibération n°8 est adoptée à l'unanimité

TRANSITION ÉCOLOGIQUE

→ 9. Don d'arbres à la population

M. le Maire : Le point n°9, important : don d'arbres au Choisyens, « J'adopte un arbre pour le climat ». Je redonne la parole à Monsieur Id Elouali.

M. Id Elouali : Merci, Monsieur le Maire. Chers collègues, il s'agit tout simplement d'une action qui fait partie d'un dispositif large dont je vous ai souvent parlé, à savoir le projet ambitieux de plantation et de végétalisation de la ville. Dans le cadre de ce projet, j'ai bien souvent coutume de dire que l'idée, c'est que ce ne soit pas simplement l'institution ville qui porte le projet, mais que ce projet soit porté d'une manière multi acteurs, et que toutes les parties prenantes, les acteurs de la ville, prennent leurs responsabilités. La ville, bien sûr, mais aussi les entreprises. J'aurai plaisir de vous parler... Pas de mécénat, cela va me revenir... Le concept d'un partenariat ville et entreprise, mais également les bailleurs. Aujourd'hui, j'ai envie de vous parler des conditions que la ville crée pour que les habitants puissent également prendre leur part de ce dispositif, d'où l'opération « J'adopte un arbre pour le climat ».

D'une manière beaucoup plus concrète, au-delà de ces considérations, je pense qu'il n'y a pas besoin de vous faire un tableau sur la nécessité ou même l'intérêt d'avoir un arbre dans la ville. D'une manière plus concrète, il s'agit donc de permettre aux citoyens d'avoir un arbre, évidemment sous condition. Les conditions d'adoption sont prescrites et explicitées dans une charte d'engagement. Il y aura donc trois sessions de 2022 à 2023, et à chaque session, on a un plafond de 300 arbres à donner avec une enveloppe de 50 000 euros qui est assez importante, mais qui peut être aussi revue à la hausse en fonction, évidemment, de l'attrait et de l'engouement que j'espère important pour cette opération. Vous avez dans la délibération, bien sûr, la charte d'engagement qui établit les conditions d'adoption de cet arbre en matière d'adoption, d'entretien, les conditions de l'avoir, etc. Le détail est dans la charte, mais vous avez aussi une liste des essences que les services, que je remercie vivement, ont établie. Vous avez une variété d'arbres entre les fruitiers, les non-fruitiers, et même dans les fruitiers, vous allez avoir des pruniers, des pommiers, des poiriers... De quoi faire de la ville une ville aussi, si je puis dire, nourricière. « J'adopte un arbre pour le climat », c'est une belle opération que la ville lance, et j'ai envie de dire : « Aux arbres citoyens ». C'est aux citoyens de jouer aussi leur rôle et d'en adopter un maximum.

M. le Maire : Merci, Monsieur Id Elouali. Je vous donne la parole, Madame Juhel. Peut-être qu'on peut préciser, à moins que je me trompe, qu'ils adoptent un arbre, etc., mais chaque Choisyenne, Choisyen, qui dispose d'un terrain ou d'une maison avec jardin, bien sûr, ce peut être à l'intérieur des propriétés.

M. Id Elouali : Complètement. L'idée, c'est vraiment que ce soit à l'intérieur, dans des espaces privés, qu'on soit dans un secteur pavillonnaire, qu'on soit même locataire ou qu'on soit même une entreprise. C'est vraiment l'idée d'impulser plus d'arbres dans la ville, et un maximum. Des jardins familiaux, absolument, les associations, évidemment sous les conditions de contrainte de voir où est-ce qu'on installe les arbres et de respect de l'arbre. Il y a une charte qui engage sur les conditions d'adoption. C'est comme quand on adopte un proche, si je peux dire, l'idée, c'est vraiment qu'on s'assure que l'arbre sera bien entretenu et adopté par les marraines et les parrains que j'espère nombreuses et nombreux.

M. le Maire : Très bien. Madame Juhel, vous aviez demandé la parole.

M. Juhel : Je n'ai évidemment rien contre la plantation d'arbres, vous vous en doutez bien, mais je me pose quand même quelques questions. Les jardins choisyens qui sont très

plantés, les gens ont des problèmes d'élagage quelquefois pour planter des arbres en plus, est-ce qu'il y a eu une étude préalable au lancement de cette opération pour savoir si cela correspondait vraiment à un besoin ? Par ailleurs, trois fois 50 000 euros, ce n'est quand même pas mal. Il y a une grande lourdeur, quand même, de la convention, on s'engage à beaucoup de choses. Je me demande s'il n'aurait pas été plus opportun pour la ville de s'engager à fond dans la végétalisation des cours de récréation, parce que cela n'avance pas très vite, et cela relève totalement de la ville. C'est vraiment une question sur ce qui fait qu'on installe cela avant d'autres choses où l'on pourrait peut-être aller plus vite quand les Choisyens, après tout, leurs jardins, ils sont déjà bien verts, ce qui n'est pas le cas des cours.

M. Id Elouali : Si j'ai bien tout compris, Madame Juhel, je ne suis pas sûr, c'est certainement moi qui ai mal compris, sachez juste une chose aussi, dans le dispositif, on a lancé une étude pour réaliser un inventaire et un diagnostic sur nos arbres déjà existants d'alignement pour voir ceux qui sont malades, ceux qui ont besoin d'entretien, de suivi, et aussi pour identifier. Pour être encore plus exhaustif, nous allons lancer via le site Internet de la ville, les réseaux sociaux également, mais surtout le site Internet, un formulaire qui permettra aux habitants de signaler, parce que l'effort, il faut qu'il soit un effort collectif, ce n'est pas simplement la ville et ses services, que vous connaissez très bien, avec leurs moyens. Cela permet aussi aux habitants, ce dispositif, ce formulaire en ligne, de signaler là où il y a peut-être des arbres manquants. Donc je ne sais pas si je réponds exactement à votre question, à votre observation, mais sachez que sur l'existant, déjà, on a une étude, on ne manquera pas de vous communiquer les résultats, qui vise à établir un diagnostic, et on permettra, et c'est important, d'avoir une gestion pluriannuelle du patrimoine arboré de la ville. C'est un premier point.

Le deuxième point, c'est que cette opération, quand je dis que c'est un appel à un effort collectif de tout un chacun, c'est qu'en toute transparence, la volonté de la municipalité, elle est manifeste sur la question de l'implantation. On a voté un budget, quand même, très ambitieux. Vous-même, vous convenez que 50 000 euros, ce n'est pas mal. En revanche, on est confronté à la limite du foncier disponible, d'où notre appel à contribution de l'espace privé privatif des citoyens pour ainsi trouver une marge de plantation pour que ces arbres prennent plus de place possible.

Après, encore une fois, un arbre, c'est du vivant. Il est soumis aux aléas de la vie, il peut être malade, on a une responsabilité d'en couper, et c'est pour cela que malheureusement, et je comprends aussi l'émoi des citoyens, des habitants qui voient des arbres coupés, ce n'est pas juste, croyez-moi, un caprice des services ou même des élus, c'est que parfois, bien souvent, les injonctions de la sécurité nous obligent à devoir couper des arbres. Mais c'est une opération, encore une fois, je le répète, c'est un faisceau d'action quand même, il ne s'agit pas de tout focaliser sur l'effort individuel ou collectif des citoyens, des habitants. La ville prend également sa part, mais on ne peut pas aller plus vite, parce que si c'est la question d'aller plus vite, je dirais un arbre, pour reprendre la métaphore de l'arbre, il faut du temps. On a beau lui tirer dessus pour qu'il pousse, il faut lui donner du temps. Nous aussi, dans notre action, il faut le temps que cela s'installe partout dans la ville ou partout où c'est possible.

M. Juhel : Ce n'est pas la réponse à ma question. Les jardins qui sont déjà plantés, les jardins des citoyens, des cours de récréation... Comme vous le dites, il faut du temps pour que cela pousse. Cela fait déjà deux ans et demi, il y a, à ma connaissance, une seule cour dans laquelle il y a eu un projet de végétalisation.

M. Id Elouali : Très bien.

M. Juhel : Ma demande est s'il y avait quelque chose à privilégier, à mon sens, parce que j'imagine qu'on ne peut pas tout faire tout de suite, ce n'est peut-être pas mettre des arbres en plus dans le jardin des citoyens qui sont pleins d'arbres, mais d'aller mettre des arbres dans les cours de récréation qui sont des terrains municipaux sur lesquels on peut planter.

M. Id Elouali : Au temps pour moi, Madame Juhel. J'ai compris.

M. Juhel : Excusez-moi, je suis plus brutale, mais comme cela n'avait pas été clair...

M. Id Elouali : Très bien. C'est moi qui ai mal compris, je vous prie de m'excuser. Les cours d'école, Madame Juhel, cela tombe bien, parce qu'on a une convergence. Dans l'idée, cela fait aussi partie du foncier, les services travaillent justement sur la faisabilité. On a identifié un certain nombre d'écoles, de cours d'école, sans aller vers des projets aussi ambitieux, qui prennent beaucoup de temps que ceux qu'on mène à Langevin-Mandela, mais des cours d'école, déjà, qui sont identifiées, il me semble, je regarde Madame Hache qui a la charge de la vie scolaire, il y a déjà un certain nombre de cours d'école identifiées pour accueillir des arbres. Voilà pour un élément de réponse.

En revanche, là où je ne vous suis pas, c'est comme cela, on ne hiérarchise pas. C'est-à-dire que je ne peux pas dire : « Cela, c'est prioritaire plutôt que d'autres ». Nous, justement, parce qu'il faut aller vite et amplifier la dynamique, on fait en sorte qu'il y ait un faisceau d'action où c'est possible, dans les cours d'école, dans les espaces publics, chez les gens, chez les bailleurs sociaux. Là où c'est possible, on plante.

M. le Maire : Oui, Monsieur Coelho.

M. Coelho : Monsieur le Maire, chers collègues. Lors du PM, je vous ai rappelé qu'au niveau du cimetière, il y a la possibilité de mettre des arbres, et notamment, il y a un projet du conservateur d'installer un verger. Comme nous avons des arbres fruitiers, ce serait vraiment idéal d'en garder aussi pour pouvoir leur en mettre là-bas.

M. le Maire : Ce que je voulais ajouter, c'est que cela, c'est une possibilité qui est offerte, certaines personnes sont demandeurs d'arbres supplémentaires, d'autres n'en ont pas. Il y a des jardins familiaux qui n'ont pas d'arbres du tout, ce qui n'exclut pas, bien sûr, toute notre action, ce peut être sur le cimetière, tout autre lieu de la ville. Bien sûr, il faut végétaliser la ville. Lorsque nous sommes arrivés, je voudrais vous faire quand même remarquer que nous avons trouvé un marché ouvert par l'ancienne majorité de 150 000 euros pour la plantation d'arbres, je tiens les documents à disposition, ce qui nous a complètement bloqués sur la première année. Sur les 150 000 euros de marché, il ne restait plus que 20 000 euros disponibles. Nous avons quand même fait voter un nouveau marché qui se monte à 1,5 million d'euros pour la végétalisation de la ville, et je vous rejoins, Madame Juhel, il est bien évident que nous allons continuer à fournir un effort important pour déminéraliser et végétaliser notre ville, ce qui est primordial, une priorité.

Que vous nous disiez que sur la végétalisation des cours d'école, mais enfin quoi ? Nous avons été précurseurs dans les cours oasis, nous avons trouvé des projets complètement bloqués. Dès notre arrivée, nous les avons débloqués. D'ailleurs, Mandela et Langevin sont faites. Nous avons plus que fait là-dessus, surtout par rapport à d'autres communes, il y a Casanova et d'autres écoles vont suivre. Malgré ces efforts, vous savez, j'ai été surpris de voir que certains parents nous ont reproché de végétaliser, qui regrettaient l'ancienne cour. Chacun a son avis là-dessus, heureusement, c'est une minorité, mais quand même. Nous avons un budget conséquent, nous avons entamé la végétalisation de nos cours d'école, précurseurs par rapport aux communes alentour. Je suis parfaitement d'accord avec vous, mais tout cela est bien lancé. Les budgets que nous avons pris et votés en conséquence, et

c'est une priorité, c'est un axe de notre politique de végétalisation, ce qui n'exclut pas, bien sûr, la très grande majorité de plantations qu'il va y avoir sur la ville. D'ailleurs, vous-même, si vous avez des lieux à végétaliser, à planter, auxquels nous ne penserions pas, Monsieur Balias nouvellement arrivé et autre, etc., nous sommes preneurs. Tout lieu qui manquerait d'arbres, de végétalisation, l'arbre, c'est la vie, c'est plus que jamais indispensable, bien sûr, il faut nous le signaler et nous organiserons avec les limites qui font que les plantations, c'est entre octobre et mars, il y a quand même aussi cette difficulté, mais aucun souci là-dessus. Je vous invite à nous remonter les lieux qui manqueraient, qui seraient même prioritaires, qu'il faudrait végétaliser. Il n'y a aucun problème.

Monsieur Habi.

M. Habi : Merci. Je vais être sur un point qui n'a pas eu de sondage, effectivement, auprès des habitants pour savoir qui pourrait être intéressé. Il serait quand même fort dommageable que nous passions commande par le biais de la marche publique et que nous nous retrouvions avec un tas d'arbres sur les bras parce que nous n'aurions pas l'espace nécessaire, sachant que les délais de commande sont un peu longs. Effectivement, j'espère qu'il y aura avant toute passation de marché un sondage préalable. C'était mon premier point.

Mon deuxième point concerne la question de donner éventuellement à des structures morales, des associations, notamment les jardins partagés, sachant que les jardins partagés ont déjà bénéficié de subventions d'association qui se rajoute. Peut-être qu'il faudrait supprimer la subvention d'association et garder uniquement la subvention, qu'il n'y ait pas forcément les deux. Je vous remercie.

M. le Maire : Bien. Sur le premier point, Monsieur Habi, en tant qu'élu, il y a le DIF qui dispense des formations. Je vous invite à suivre une formation sur ce qu'est un marché. Lorsque nous passons un marché de 1,5 million d'euros, nous n'achetons pas 1,5 million d'euros d'arbres. Cela permet à la ville, au fur et à mesure, c'est la législation de ses besoins, de commander en fonction de ses besoins. Il n'est pas obligatoire de dépenser 1,5 million d'euros ni d'avoir une dépense minimum. C'est le cadre légal pour engager des dépenses à la suite d'un appel d'offres, donc d'une société, d'un producteur qui a été retenu à l'appel d'offres, donc je suis quand même assez estomaqué de cette remarque.

Sur le deuxième point, un arbre qui serait planté dans un jardin partagé ne va pas émettre de l'oxygène sur 30 mètres ou sur la surface du jardin partagé. Cela va profiter à toutes les Choisyennes et tous les Choisyens, et cela n'a strictement rien à voir de donner une subvention sur les gens, l'association qui s'occupe de jardins partagés et végétaliser notre ville. Dans tous les endroits possibles pour le bien-être de tous les habitants de la ville, du département et ailleurs, puisque les départements, la région, les communes, tout le monde s'associe à ce devoir, et il est antinomique de mettre en opposition une subvention qui serait versée à une association et qui aurait l'espace nécessaire pour faire une plantation et de ne pas la faire. Je trouve cela un peu irréel comme raisonnement.

Y a-t-il d'autres observations ? Monsieur Chirrane.

M. Chirrane : Merci, Monsieur le Maire. Très rapidement, j'aimerais qu'on insiste sur un point qui, il me semble, a été évoqué, mais sur lequel, je pense, nous faisons consensus. On a tous vécu un été extrêmement chaud, et à plein d'égards, à certains endroits de la ville, c'était insupportable. Le fait de végétaliser une ville, et vous l'avez dit, Monsieur le Maire, le mouvement est engagé par l'État, par les collectivités quelles qu'elles soient, et partout en France, contribue à assainir l'air, à rafraîchir et à permettre à chacun de profiter de zones d'ombre, donc c'est une façon de rafraîchir l'air, c'est une façon de se préparer à ce qui va

malheureusement arriver de plus en plus fréquemment, c'est-à-dire des périodes de fortes chaleurs. C'est une façon aussi de fixer les sols. Je ne vais pas vous faire l'article sur l'intérêt d'avoir des arbres, néanmoins, cela nous permettra de mieux préparer la ville au dérèglement climatique. Une ville minérale, c'est une ville où les gens souffrent, et c'est une ville qui se prive de biodiversité. Ce sont des éléments qui me semblent fondamentaux et sur lesquels, aujourd'hui, je pense qu'on doit faire consensus. Merci.

M. le Maire : Merci, Monsieur Chirrane. D'autres observations ? Monsieur Id Elouali.

M. Id Elouali : Je vais juste répondre un peu dans le sillage de ce que Monsieur Chirrane vient de dire, et une réponse aussi à Monsieur Habi. Il s'agit de faire vraiment acte de volontarisme sur cette question. Monsieur Chirrane vient de le dire justement, c'est un enjeu, je dirais, de santé, pour ne pas dire de santé publique, pour ne pas dire de vie. On est au-delà des conditionnalités qui nécessitent examen et réévaluation, etc. Nous, vraiment, c'est qu'on s'assure que la personne, personne physique ou morale, qui adopte un arbre, qu'elle en fasse un bon usage. C'est pourquoi on fait aussi acte de volontarisme d'aller au-delà de ce qui est du possible pour planter un maximum d'arbres. Comme Monsieur le Maire vient de le rappeler, l'idée, c'est vraiment que cet arbre, c'est un bien commun, ait des bénéfices communs à tous les citoyens, au-delà d'une association ou un habitant.

M. le Maire : Bien, merci, Monsieur Id Elouali. Y a-t-il d'autres observations ? On passe au vote. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté, merci.

Vote de la délibération n°9

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, M. CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, HABI Hacène, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, DESROCHES Damien, JUHEL Françoise, DESPRES Catherine, LUC Nadine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie, M. MARQUES Henrique, Mme COHEN Rachel, Mme DIMNET Jocelyne, Mme LORES Monique, Mme BEZACE Mathilde, Mme OZCAN Canon, Mme MARTIN Mélisande, Mme FOURNIER Laura

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°9 est adoptée à l'unanimité

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

→ 10. **Approbation de l'adhésion au SIFUREP de la commune de Fleury-Mérogis aux compétences du SIFUREP « services extérieurs des pompes funèbres » et « Crématoriums et sites cinéraires »**

→ 11. **Approbation de l'adhésion au SIFUREP de la commune de Sèvres aux compétences du SIFUREP « services extérieurs des pompes funèbres » et « Crématoriums et sites cinéraires »**

M. le Maire : Le point suivant, approbation de l'adhésion au SIFUREP de la commune de Fleury-Mérogis aux compétences du SIFUREP, service extérieur des pompes funèbres, crématorium et sites cinéraires. Monsieur Coelho, vous avez la parole.

M. Coelho : Merci, Monsieur le Maire. Je vous propose de présenter cette délibération et la suivante ensemble, car elles sont identiques. Concernant les demandes des communes de Fleury-Mérogis, 91, et de Sèvres, 92, à adhérer au syndicat intercommunal funéraire de la région parisienne, SIFUREP, les deux communes ont délibéré dans leurs conseils municipaux :

- Le 23 mai 2022 : Fleury-Mérogis, 91,
- Le 3 février 2022, Sèvres, 92.

Lors de la séance du 14 juin 2022, où j'étais présent, le comité syndical du SIFUREP a approuvé l'adhésion de ces deux communes à l'unanimité. Chers collègues, il est proposé au Conseil municipal l'adhésion de ces deux communes, Fleury-Mérogis et Sèvres, au SIFUREP. Voilà, Monsieur le Maire, chers collègues. Bienvenue à ces deux communes.

M. le Maire : Merci, Monsieur Coelho. Des observations ? On l'a dit tout à l'heure, c'est juste un principe républicain.

Le vote. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté, merci.

Vote de la délibération n°10

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, M. CHIRRAANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, HABI Hacène, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, DESROCHES Damien, JUHEL Françoise, DESPRES Catherine, LUC Nadine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie, M. MARQUES Henrique, Mme COHEN Rachel, Mme DIMNET Jocelyne, Mme LORES Monique, Mme BEZACE Mathilde, Mme OZCAN Canon, Mme MARTIN Mélisande, Mme FOURNIER Laura

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°10 est adoptée à l'unanimité

Vote de la délibération n°11

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, M. CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, HABI Hacène, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacine, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, DESROCHES Damien, JUHEL Françoise, DESPRES Catherine, LUC Nadine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie, M. MARQUES Henrique, Mme COHEN Rachel, Mme DIMNET Jocelyne, Mme LORES Monique, Mme BEZACE Mathilde, Mme OZCAN Canon, Mme MARTIN Mélisande, Mme FOURNIER Laura

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°11 est adoptée à l'unanimité

→ 12. Approbation d'un mandat spécial à Monsieur le Maire et Monsieur Damien Desroches, conseiller délégué au jumelage

M. le Maire : Le point suivant, approbation du mandat spécial à Monsieur le Maire et Monsieur Damien Desroches, conseiller délégué au jumelage. En fait, il s'agit, comme la législation le permet, Monsieur Desroches, voire moi-même, comme j'ai été invité cet été en Roumanie, mais je n'ai pas pu répondre favorablement, car il y avait en même temps les fêtes de notre ville, à qui, bien sûr, j'ai donné la priorité. Monsieur Desroches, en revanche, s'est déplacé en Roumanie en tant que délégué au jumelage. Il s'agit juste de renouveler chaque année un accord pour le remboursement de frais éventuels. À ma connaissance, il n'y a pas de vrai... Mais au cas où, sur place, des frais interviendraient qui seraient réglés soit par le maire, soit par le délégué au jumelage. C'est de permettre le remboursement de ces frais, bien sûr, qui se font dans l'intérêt général, ce n'est pas une sortie en boîte de nuit que Monsieur Damien Desroches se serait octroyée. Nous avons surveillé tout cela, je pense que cela ne s'est pas produit.

Y a-t-il des questions à ce sujet ? Des observations ? Monsieur Hacène Habi.

M. Habi : Je trouve que la transition avec les arbres est intéressante, puisqu'il y a maintenant la question de prendre l'avion. À ce que je sache, Tirnova, ce n'est pas la porte à côté et, à part raison majeure, je ne pense pas qu'on puisse y aller à pied. Vous parliez, Monsieur le Maire, de se faire former, notamment par le biais du DIF. Je vous retourne le compliment, je vous rappelle qu'il y a une réponse du ministère de l'Intérieur, le Conseil d'État applique la délibération qui confie un mandat spécial à un élu, on doit strictement respecter le principe de non-rétroactivité des actes administratifs. Là, il s'agit de régulariser une situation qui s'est déjà produite, donc je trouve cela surprenant. Vous avez, dans vos propos, parlé de renouvellement annuel, ce n'est pas la délibération qui nous est présentée, puisqu'il s'agit d'un mandat spécial permanent jusqu'à la fin de la mandature.

Enfin, je tiens à préciser qu'il n'est nullement fait mention d'événements, ou autres, donc c'est un chèque en blanc. Donc en ce qui me concerne, je voterai défavorablement. Merci.

M. le Maire : Monsieur, votre mauvaise foi ne m'étonne absolument pas. Je connais ce texte du Conseil d'État, il n'y a aucune demande de remboursement rétroactive. Il est acquis que les billets d'avion, dans le cadre d'un jumelage, sont toujours pris par la commune, et c'est la seule dépense qu'il y ait eu, donc on parle-là de frais inhérents à la personne. Il n'y en a pas, mais vous pouvez toujours saisir le Conseil d'État, Monsieur Habi. Je sais que vous êtes un spécialiste des tribunaux, notamment des prud'hommes.

Y a-t-il d'autres observations ? Non, on passe au vote.

Y a-t-il des votes pour ? Abstentions ? Contre ? Monsieur Habi ne vote plus contre... Voilà, je vous rappelle, quand même, ce que vous nous avez indiqué. Donc un vote contre, précisez que c'est Monsieur Habi, c'est la nouvelle législation. Merci.

Vote de la délibération n°12

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, M. CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, DESROCHES Damien, JUHEL Françoise, DESPRES Catherine, LUC Nadine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie, M. MARQUES Henrique, Mme COHEN Rachel, Mme DIMNET Jocelyne, Mme LORES Monique, Mme BEZACE Mathilde, Mme OZCAN Canon, Mme MARTIN Mélisande, Mme FOURNIER Laura

Ont voté contre : HABI Hacène

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°12 est adoptée à la majorité

→ 13. Modalités de mise à disposition des véhicules de service

M. le Maire : Le prochain point, c'est la modalité de mise à disposition des véhicules de service. Il faut que je le retrouve, parce que c'est à moi de le présenter. Je pensais que je n'aurais rien à présenter ce soir, c'était un long fleuve tranquille.

Comme toutes les communes, Choisy-le-Roi dispose d'un parc de véhicules qu'elle met à disposition de certains agents dans le cadre de leur mission et dans le respect de conditions réglementaires précises. Il convient de distinguer les véhicules de fonction et les véhicules de service. Les véhicules de fonction, selon la loi du 28 novembre 1990 relative à la fonction publique territoriale, et notamment son article 21, autorise l'attribution d'un véhicule de fonction par nécessité absolue de service aux personnes :

- Occupant notamment la fonction de directeur/directrice générale des services,
- Une commune de plus de 5 000 habitants, ce qui est donc le cas de la nôtre.

Cette mise à disposition fait l'objet d'une déclaration d'avantage en nature, bien sûr, par la personne en bénéficiant, évaluée sur la base d'un forfait établi conformément au texte, et est fiscalisée.

Les véhicules de service sont mis à disposition uniquement dans le cadre de l'exécution du service. Cette catégorie de véhicule recouvre deux situations différentes :

- Avec remisage à domicile lorsque les nécessités du service public justifient l'usage d'un véhicule à l'occasion de déplacements en urgence ou en dehors des heures de service ; les autorisations de remisage seront délivrées par l'autorité hiérarchique sous certaines conditions définies dans le règlement d'utilisation des véhicules communaux,
- Sans remisage à domicile, les utilisateurs sont appelés à se servir des véhicules dans un cadre uniquement professionnel à déposer chaque soir et prendre chaque matin ledit véhicule dans un parking déterminé par la commune.

L'utilisation de ces véhicules se fait dans le respect du règlement concernant les conditions d'utilisation des véhicules municipaux de la ville de Choisy-le-Roi qui définit et précise les règles d'utilisation des véhicules municipaux. Comme précisé dans la loi, cette délibération doit faire l'objet d'une actualisation annuelle.

Il est proposé au Conseil municipal d'approuver l'actualisation de l'attribution de véhicules communaux comme ce fut le cas par le passé :

- Véhicule de fonction : directeur général des services,
- Véhicule de service, dont le remisage peut être autorisé à domicile de façon permanente en dehors des périodes de congés pour les emplois cités ci-après :
 - Le maire,
 - Directeur/directrice de cabinet,
 - Chef de cabinet,
 - Directeur/directrice générale adjointe,
 - Directeur général des services techniques,
 - Directrice de la direction de la prévention de la sécurité,
 - Responsable de la police municipale,
- Usage qui est en vigueur dans toutes les collectivités.

Il y a aussi, bien sûr, les cadres responsables de services susceptibles d'intervenir en situation d'urgence liée à l'exercice de leur mission.

En outre, le remisage à domicile pourra être autorisé à titre exceptionnel et expressément en dehors des horaires de travail par l'autorité hiérarchique pour des emplois non listés ci-dessus lorsque les nécessités de service le justifient, notamment les cadres ou agents intervenant en astreinte selon un calendrier préétabli.

Il y a aussi des véhicules mutualisés en pool. Les agents amenés à utiliser ponctuellement un véhicule de la ville pour des raisons de service peuvent prendre possession d'un véhicule pool afin d'effectuer leur mission. Le remisage à domicile pourra être autorisé par l'autorité hiérarchique en dehors des horaires de travail à titre exceptionnel pour les nécessités de service.

Y a-t-il des observations ? Monsieur Habi.

M. Habi : Merci. Vous avez certainement comme moi pu voir dans la presse notre ancien Premier ministre, Jean Castex, prendre le RER. Il me semble que le maire qui habite à quoi, 100 mètres à pied d'ici, pourrait donner ce type d'exemple, sachant que dans la précédente mandature, seul le DGS avait un véhicule de fonction. Il est évident qu'on n'envoie pas un bon message aux Choisyens comme aux agents lorsqu'on attribue ce type d'avantage en nature aux plus hauts salaires de la municipalité. Je rappelle qu'il y a quand même 700 agents, à peu près, de catégorie C avec de bas revenus. Je considère que c'est quasiment un signe de richesse affichée sous une forme de mépris. On a l'impression de voir, pour ceux qui connaissent, « La Ferme aux Animaux » de Georges Orwell où à la fin, les cochons et les hommes qui se battent, finalement, se ressemblent l'un l'autre. Voilà, je vous remercie.

M. le Maire : Cher Monsieur Habi qui n'avez qu'une ambition, c'est donc de nous faire part de votre fiel. Vous pouvez sourire, Monsieur, j'habite effectivement à 500 mètres de la mairie, et je m'honore de faire cette distance à pied chaque jour. Vous me mettez en cause, comme vous avez osé me mettre en cause avant votre démission pour des motifs de violence insupportables. Vous avez osé me mettre en cause, oui, Monsieur Habi, vous pouvez faire ce que vous voulez, Monsieur Habi, c'est une réalité devant témoins. Voilà pourquoi vous n'avez qu'une ambition, après avoir fait partie de la majorité, c'est vouloir nous discréditer à tout prix, ce que vous n'arriverez pas à faire.

M. Habi : Le sujet, ce sont les voitures.

M. le Maire : Le sujet, ce sont les voitures, cher Monsieur, et j'y viens.

M. Habi : Allez-y.

M. le Maire : J'explique que votre seule mission, et c'est pour cela que vous êtes restés au Conseil municipal, c'est de vouloir à tout prix discréditer une majorité qui n'a absolument rien à se reprocher. Vous me mettez en cause personnellement, vous pouvez faire le tour de l'Île-de-France, j'ai la voiture la plus petite de tous les maires. J'ai une Zoé électrique. Je vais de chez moi à la mairie à pied, j'ai été à l'inauguration du Franprix aujourd'hui rue Anatole France à pied, je fais 70/80 % de mes déplacements dans la ville à pied, excusez-moi, lorsque je dois aller à la préfecture, à la métropole ou au territoire, pour rendre visite à une société ou une association à Paris, je suis désolé, je ne peux pas y aller à pied. Lorsque je rentre à 23 h 00 après des réunions, je remise, comme cela m'est autorisé, ma voiture de service, parce que c'est une voiture de service et non pas une voiture de fonction, chez moi, parce que je ne veux pas retourner à la mairie et mettre en parking, repartir, parce qu'il m'arrive, Monsieur Habi, d'être fatigué après 12 ou 14 heures de travail journalier. Donc, c'est le seul cas où vous me verrez prendre la voiture de chez moi à la mairie.

Il se pose un problème avec cette voiture électrique, vous avez osé écrire que le maire, j'ai les mails, « voulait se faire payer une voiture à des fins personnelles », ce qui est odieux, parce que cette voiture électrique...

M. Habi : Vous racontez n'importe quoi, là. Mais de toute façon, c'est hors sujet.

M. le Maire : Non, ce n'est pas hors sujet, Monsieur.

M. Habi : Moi, j'ai un mail d'Amandine Francisot...

M. le Maire : Cher Monsieur, je ne vous ai pas donné la parole.

Intervention hors micro de Monsieur Habi

M. le Maire : Monsieur, vous vous taisez, ou j'applique le règlement. Je parle, Monsieur Habi.

Intervention hors micro de Monsieur Habi

M. le Maire : Monsieur Habi... Mais cela n'a rien à voir, cela, Monsieur. Cela n'a strictement rien à voir, Monsieur. Cela n'a strictement rien à voir. J'ai demandé qu'on arrête les locations trop excessives qui pèsent sur le fonctionnement de la ville, donc il faut...

Intervention hors micro de Monsieur Habi

M. le Maire : C'est incroyable, une mauvaise foi. Non seulement vous m'interrompez, vous m'interrompez, Monsieur. Vous êtes d'une mauvaise foi et d'une malhonnêteté affligeante. Nous avons embauché une DGA, cher Monsieur.

M. Habi : Ce n'est pas le sujet, Monsieur.

M. le Maire : Monsieur Habi, vous respectez le règlement de cette enceinte. Cher Monsieur, cela vous déplaît ce que je dis, parce que vous êtes un menteur.

M. Habi : Cessez de m'insulter.

M. le Maire : Monsieur Habi, s'il vous plaît... Monsieur Habi. Vous respectez... Vous respectez... Vous m'avez attaqué personnellement, Monsieur Habi.

M. Habi : Non, j'ai demandé...

M. le Maire : Monsieur Habi, vous m'avez attaqué personnellement sur de fausses informations, donc je donne les informations nécessaires au Conseil d'administration, aux Choisyennes et aux Choisyens. Vous m'avez attaqué sur le fait de vouloir acheter un nouveau véhicule, et vous mélangez tout. La politique de la ville, dorénavant, ne sera pas de louer des véhicules, mais sera d'acheter des véhicules parce que cela revient moins cher et que cela ne pèse pas sur le fonctionnement. Cette Zoé électrique ne dépasse pas 250 kilomètres d'autonomie, donc cela me pose un problème notamment lorsque nous partons avec mes adjoints visiter, par exemple, ou rendre visite, cela s'est produit cet été, à la directrice de notre camp de vacances de Penthièvre, parce que la charge est insuffisante, et se déplacer là-bas en train, nous avons besoin d'une voiture sur place, n'est pas pratique. Nous partons à trois ou quatre. Il fallait donc acheter une nouvelle voiture non pas pour le maire, mais pour une DGA qui arrive, cher Monsieur. J'ai donc proposé de confier la Zoé électrique à cette nouvelle DGA, dont l'autonomie était suffisante, et de la remplacer, puisqu'il fallait acheter une nouvelle voiture, par une voiture hybride qui me permettait lors de rendez-vous lointains d'augmenter l'autonomie. C'était tout, avec comme condition qu'elle ne coûte pas plus cher que la Zoé. Vous avez voulu en tirer, cher Monsieur, de fausses informations, des attaques immondes. J'ai tous les mails, moi aussi, et nous allons en rester là, cher Monsieur. Je vous laisse à vos procédés et j'invite chaque Choisyenne et chaque Choisyen à vérifier ce que je viens de dire. Pour votre information, je roule toujours avec la Zoé électrique, comme chaque maire possède une voiture. Je le redis, de tous les maires que je connais...

M. Habi : Dans 36 000 communes, il n'y a pas 36 000 maires qui ont une voiture de fonction, je suis désolé.

M. le Maire : Mais bien sûr, Cher Monsieur. Bien sûr, les maires n'ont pas de voiture. Bien sûr, Monsieur. Avec toutes les fonctions de maire, les déplacements qu'ils doivent faire, ils n'ont pas de voiture, c'est évident. C'est évident, cher Monsieur. C'est vraiment un très mauvais procès, et c'est tout ce qui vous anime. C'est tout ce qui vous anime, cher Monsieur. Donc, nous allons maintenant procéder au vote...

Alors, Madame Desprès.

Mme Desprès : Je voulais juste intervenir pour dire que je trouve que c'est bien que vous reveniez à de meilleurs sentiments parce qu'au dernier mandat, si je ne m'abuse, vous avez voté contre une voiture de fonction pour la DG, carrément, Anne-Sophie à cette époque. Donc moi, je voterai pour, bien sûr, puisque moi, je suis pour les voitures de fonction, mais je voulais juste vous rappeler cela.

M. le Maire : Madame Desprès, je n'ai pas ce souvenir, j'ai le souvenir d'avoir été contre des voitures au prix trop excessif.

Mme Desprès : Non, vous aviez voté contre la voiture, c'est bien explicite, on pourrait reprendre les textes.

M. le Maire : Oui.

Mme Desprès : Je ne veux pas polémiquer...

M. le Maire : Je le sais, Madame Desprès. Il n'y a pas de problème.

Mme Desprès : C'est juste un point qui m'avait choquée à ce moment-là, parce que c'est normal, quand même, qu'une DG, là, c'était la DG, c'était Anne-Sophie, la DG, vous aviez voté contre la voiture.

M. le Maire : Madame Leclerc, d'accord.

Mme Desprès : Tout à fait, Madame Leclerc.

M. le Maire : Bon. J'ai eu un mauvais moment dans l'opposition.

Mme Desprès : Peut-être.

M. le Maire : Je me suis, comme dit Monsieur Hacène Habi, à qui je conseille de se former, j'ai dû me former entre temps. En tous les cas, je vous remercie de votre intervention honnête et objective.

Y a-t-il d'autres interventions ? Non. Bien, nous allons passer au vote.

Mme Benkahla : Je m'abstiendrai pour cette délibération. Merci.

M. le Maire : Très bien.

Mme Luc : Moi aussi.

M. le Maire : Très bien.

Mme Juhel : Moi aussi, puisque c'est vous qui êtes responsable de l'organisation de vos voitures.

M. le Maire : Non, Madame Juhel, ce n'est pas moi, j'applique les textes du législateur. Ce n'est pas moi qui organise, c'est la direction. Moi, je porte cette délibération. Franchement, je ne m'occupe pas de l'organisation des voitures. Il n'y a pas de souci, aucun souci là-dessus. On applique les textes que je vous ai énoncés du législateur.

Alors, donc. Y a-t-il des votes contre ? Je ne vois pas, il y a un vote contre, d'accord. Donc Monsieur Habi vote contre. Y a-t-il des abstentions ? La direction va compter, il y a 5 abstentions. Les noms... Si vous pouvez relever la main, s'il vous plaît, puisqu'on doit prendre les noms. Je vois Madame Luc, Madame Juhel, Madame Benkahla, Monsieur « Belias » ...

M. Balias : « Balias ».

M. le Maire : Pardon, excusez-moi. Monsieur Balias, Monsieur Essone Menge qui s'abstiennent. Donc le reste, c'est pour, je vous en remercie.

Vote de la délibération n°13

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, M. CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, HABI Hacène, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, DESROCHES Damien, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie, M. MARQUES Henrique, Mme COHEN Rachel, Mme DIMNET Jocelyne, Mme LORES Monique, Mme BEZACE Mathilde, Mme OZCAN Canon, Mme MARTIN Mélisande, Mme FOURNIER Laura

Ont voté contre : HABI Hacène

Se sont abstenus : JUHEL Françoise, LUC Nadine, BALIAS Thierry, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°13 est adoptée à la majorité.

→ 14. Compte-rendu des décisions L-2122-22 du Code général des Collectivités territoriales

M. le Maire : Le dernier point, ce sont les fameux relevés de décisions. Madame Juhel, qui veut intervenir là-dessus.

Mme Juhel : J'ai une question sur la préemption de biens à usage des établissements hôteliers. C'est dans quel objectif, cette préemption ? C'est juste pour comprendre.

M. le Maire : Je vais vous répondre. Alors, la ville de Choisy, comme vous le savez... Je vais commencer plutôt autrement. Il y a un défi en France, dans notre pays et pour les communes, de personnes en rupture d'hébergement. C'est une affaire difficile, je ne sais pas si nous parviendrons au bout, mais nous étions dans l'urgence. Nous avons saisi

l'opportunité de préempter un hôtel très ancien sur Choisy que vous connaissez sûrement, qui se trouve devant le garage Citroën, avenue Rondu, la Maison, comment cela s'appelle ? La Maison Belhamici, qui se sont installés depuis 40 ou 50 ans sur notre ville. Il se trouve que nous avons reçu une DIA, vous savez, lorsqu'un bien est en vente. Nous avons analysé le prix, 490 000 euros, et les possibilités de cet hôtel qui possède 20 chambres. C'est un prix dérisoire par rapport au mètre carré, et nous nous sommes dits que dans le cadre d'une coopération avec la région, qui a lancé, vous le savez, une aide, et qui a lancé le concept « Zéro SDF dans la rue », d'autres l'ont lancé, effectivement, peut-être est-ce un vœu pieux, mais il faut tout faire pour, mais pas que, des jeunes en rupture d'hébergement et autres, nous nous sommes dits, puisqu'il y avait des financements pour la rénovation de l'hôtel et une aide de la région pour le fonctionnement de cet hôtel, nous avons lancé une préemption pour pouvoir faire des chambres. Contrairement à, moi j'appelle cela un marchand de sommeil, un marchand de biens qui voulait accaparer cet hôtel, comme vous le savez, ce qui est souvent décrié, pour des chambres à 1200 ou 1400 euros par mois. Je trouve cela inacceptable. D'autres que moi ont interpellé le gouvernement sur cet état de fait, et donc nous nous sommes dit que nous allions préempter et plafonner le prix de ces loyers pour venir en aide aux gens en rupture d'hébergement. Nous allons plafonner ces loyers à 500 euros par mois. Donc nous avons préempté, je vous l'accorde, un peu à la hussarde, mais c'est pour la bonne cause et pressé par le temps, il y a eu, d'ailleurs... Comment on appelle cela ? Pas un recours, pas un arrêté, un référé, les gens qui s'accrochent, parce que bien sûr, c'est une superbe affaire pour eux, un référé contre la ville.

D'ailleurs, on m'avait déconseillé de retirer cette préemption, j'ai pris mes responsabilités, j'ai décidé de la garder. Nous avons gagné la première étape, le référé. En revanche, il y aura un procès sur le fond. Là où c'est embêtant, nous pouvons acquérir cet hôtel, mais le procès sur le fond peut durer deux ans, trois ans, quatre ou cinq ans. Le souci, en acquérant cet hôtel malgré tout, c'est que si nous lançons des travaux avec des crédits de la région ou autre, etc., et que nous perdons, tout est possible, vous l'avez dit tout à l'heure avec le SAF, on veut aider les populations, monter un fonds social, c'est retoqué par le préfet, donc on peut très bien perdre ce procès. Cela peut durer deux, trois ou quatre ans. Si l'on engage les travaux et qu'on perd ce procès, nous serons obligés de rétrocéder l'hôtel au prix de l'acquisition, et s'il y a 300 000, 400 000 euros de travaux, ils ne seront pas pris en compte, nous serons obligés de rétrocéder cet hôtel à la personne qui nous a intenté ce procès. Et là, effectivement, nous sommes dans l'expectative. Nous analysons les situations, nous devons nous décider avant le 15 octobre. D'ailleurs, ce sera au prochain BM. Donc, pour l'instant, nous rendons compte de la préemption que nous avons optée, nous ne sommes pas passés chez le notaire, et je vous explique, cela me donne l'occasion de vous expliquer les problèmes auxquels nous nous heurtons pour aller au fond, pour essayer d'avoir une résidence sur la ville avec des prix plafonnés à 500 euros par mois pour aider les personnes en déshérence. Voilà le but de cette action, et ensemble, nous verrons, après avoir sous-pesé les risques ou pas, la suite à donner, parce qu'il y a des risques.

Monsieur Habi.

M. Habi : Merci. J'étais comme vous, j'ai été surpris de cette préemption, mais j'entends l'explication, elle me va. Je vois cependant, dans les désignations que vous êtes souvent associé pour représenter la commune dans le dossier relatif au recours déposé contre la décision de refus de protection fonctionnelle déposée par un agent.

M. le Maire : Oui, Monsieur Habi. J'ai refusé, il n'y a pas de nom à donner, parce que cela reste du domaine privé, j'ai refusé la protection fonctionnelle à un agent qui ne la mérite absolument pas. Donc, c'est notre droit le plus absolu, j'estime. Cet agent notoirement connu fait beaucoup de mal dans les services où il passe. Il monte des scénarios invraisemblables, et donc il arrive, malgré le climat social apaisé, les bonnes relations avec les syndicats, le

vote unanime de ce que nous avons proposé au CT et en dialogue social dernièrement, il arrive, effectivement, que la commune puisse être en désaccord avec un agent, et que donc nous nous faisons représentants pour défendre les droits de la commune face à un agent que j'estime malveillant. Donc, la justice tranchera. Tant que la justice ne se prononce pas, il n'y a pas, et donc moi, je m'en remets à la justice. C'est tout simple.

Y a-t-il d'autres questions ? Il n'y a pas de vote, ce sont juste des informations qui vous sont données.

Y a-t-il d'autres points, d'autres questions ? Non, bien. Merci beaucoup à vous pour cet excellent Conseil. Très bonne soirée.

De nouveau, Madame Juhel et Madame Luc, bonne continuation à vous. Je ne doute pas que nous allons nous revoir, que peut-être ici ou là, lors peut-être de réunions, j'aurai le plaisir de vous voir. Il y aura peut-être des joutes, comme vous l'avez dit, puisque vous restez, donc c'est normal, ancrées dans vos valeurs, mais dont certaines ne sont pas si éloignées des miennes. Merci.

La séance est levée à 21 h 17.